

Acheteur Public
Office National des Combattants et des Victimes de Guerre
Hôtel National des Invalides
129 rue de Grenelle - Escalier B
CS 70780
75700 PARIS CEDEX 07

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

MISSIONS DE CONTROLE TECHNIQUE CONSTRUCTION

Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)

SOMMAIRE

CAHIER DES CHARGES TECHNIQUES PARTICULIERES.....	3
COMMUN AUX DEUX LOTS	3
Article 1 : DISPOSITIONS GENERALES	3
Article 2 : AGREMENTS	3
Article 3 : PERIMETRE DE L'ALLOTISSEMENT	3
Article 4 : DESCRIPTIONS DES MISSIONS.....	4
ARTICLE 5 : DETAIL DES PHASES TECHNIQUES	5
Article 6 : AUTORITE – MOYENS	7
Article 7 : DELAIS	8
Article 8 : LIVRABLES.....	9

CAHIER DES CHARGES TECHNIQUES PARTICULIERES COMMUN AUX DEUX LOTS

Article 1 : DISPOSITIONS GENERALES

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) complète et précise les modalités d'intervention du contrôleur technique

Le contrôle technique de la construction fait l'objet de dispositions législatives et réglementaires qui figurent aux articles L. 111-23 à L. 111-26 et R. 111-29 à R. 111-42 du code de la construction et de l'habitation (CCH). Il fait également l'objet de dispositions réglementaires et normatives suivantes :

- Cahier des Clauses Techniques Générales - Décret n° 99-443 du 28 mai 1999 (CCTG/CT)
- Norme AFNOR NF P 03-100 du 20 septembre 1995

Les organismes de contrôle technique peuvent intervenir dans des domaines complémentaires : attestations de prise en compte des règles d'accessibilité à fournir par le maître de l'ouvrage à l'achèvement des travaux (art. L. 111-7-4 et R. 111-19-27 du CCH) ou vérifications réglementaires applicables aux établissements recevant du public visés aux articles L. 111-26 et R. 123-43 du CCH.

Article 2 : AGREMENTS

L'activité de contrôle technique est soumise à l'agrément spécifique de « contrôleurs techniques » défini par les articles L111-25 et 111-29 du CCH. La durée de cet agrément est de 5 ans maximum.

Les titulaires du marché accord-cadre devront détenir cet agrément délivré par le Ministre de la construction et devra veiller à son renouvellement pour justifier de sa détention pendant toute la durée de l'accord-cadre.

La portée d'agrément demandée est A1+D :

A.1 Tous ouvrages du bâtiment pour toutes missions de contrôle : totalité des bâtiments.

D. Tous ouvrages de génie civil pour toutes missions de contrôle

Les titulaires devront aussi détenir

- l'agrément délivré par le ministère de l'intérieur concernant la sécurité incendie dans les bâtiments recevant du public;

- l'agrément délivré par le ministère de l'industrie concernant les installations de ventilation mécanique contrôlée (V.M.C.) -

Article 3 : PERIMETRE GEOGRAPHIQUE

Pour mener à bien ses missions, l'ONaCVG est organisé en différentes structures :

- une direction générale située à Paris,
- 105 services de proximité. Un dans chaque département en France Métropolitaine, en Outre-Mer (Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Polynésie Française et Nouvelle-Calédonie) et trois en Afrique du Nord (Algérie, Maroc)
- 10 Hauts Lieux de la Mémoire Nationale (HLMN) dont 4 sont situés en Ile-de-France les 6 autres situés à Ablain-Saint-Nazaire, Fleury-devant-Douaumont, Natzwiller, Toulon, Fréjus et Lyon.

Le patrimoine mémoriel est aussi constitué 275 nécropoles nationales listées par arrêté du 24/07/1990, de 2 000 carrés militaires communaux.

Le marché accord-cadre est limité aux opérations de travaux situées en France métropolitaine.

Libellé- étendue
Bretagne : 22 29 35 56
Normandie : 14 27 50 61 76
Nord-Pas-de-Calais Picardie 02 59 60 62 80 dont le HLMN cimetière national de Notre-Dame-de-Lorette, à Ablain-Saint-Nazaire (HL1)
Alsace Champagne-Ardenne Lorraine : 08 10 51 52 54 55 67 68 88 dont les HLMN suivants : l'ensemble constitué par le cimetière national de Fleury-devant-Douaumont et la tranchée des baïonnettes (HL2) et l'ancien camp de concentration de Natzwiller-Struthof à Natzwiller (HL3)
Ile de France : 75 78 77 91 92 93 94 95 dont les HLMN suivants : le Mont Valérien à Suresnes (HL4) + le mémorial des martyrs de la Déportation, dans l'île de la Cité à Paris (HL5) + le Mémorial de la guerre d'Algérie et des combats du Maroc et de la Tunisie à Paris (HL9) + le monument aux morts en opérations extérieures à Paris (HL10)
Pays-de-la-Loire : 44 49 53 72 85
Centre : 18 28 36 37 41 45
Bourgogne Franche-Comté : 21 25 39 58 70 71 89
Aquitaine Limousin Poitou-Charentes : 16 17 19 23 24 33 40 47 64 79 86 87
Auvergne Rhône-Alpes : 01 03 07 15 26 38 42 43 63 69 73 74 + le mémorial de la prison de Montluc à Lyon (HL6)
Midi-Pyrénées Languedoc-Roussillon : 09 11 12 30 31 32 34 46 48 65 66 81 82
Provence-Alpes-Côte-d'Azur : 04 05 06 13 83 84 + le mémorial du débarquement de Provence, au Mont-Faron à Toulon (HL7) + le mémorial des guerres en Indochine à Fréjus (HL8)
Corse : 02A 02B

Article 4 : DESCRIPTIONS DES MISSIONS

Les missions pouvant être confiées au contrôleur technique sont :

L : Solidité des ouvrages et des éléments d'équipements indissociables
S : Sécurité des personnes dans les constructions ((SH Pour les bâtiments d'habitation, STI Pour les bâtiments relevant du code du travail, SEI Pour les bâtiments recevant du public)
PS : Sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme
P1 : solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés
F : fonctionnement des installations

Ph : Isolation acoustiques des bâtiments ((SH Pour les bâtiments d'habitation, STI Pour les bâtiments relevant du code du travail, SEI Pour les bâtiments recevant du public)

Th : Isolation thermique et économie d'énergies

Hand : accessibilité des constructions pour les personnes handicapées

Brd : transport des brancards dans les constructions

LE : solidité des existants

Av : Stabilité des avoisinants

GTB : Gestion technique du bâtiment

ENV : environnement

HYS : Hygiène et Santé dans le bâtiment

CO : coordination des missions de contrôle

Ces missions de base sont définies dans l'annexe A de la norme N.F.P. 03-100.

Elles pourront être complétées par les missions ci-après :

CONSUEL : vérification des installations électriques « Consuel »

VRAT : vérifications réglementaires après travaux (vérifications techniques en sécurité incendie des travaux d'aménagement dans un ERP)

VIIIE : vérification initiale des installations électriques (code du travail)

Article 5 : DETAIL DES PHASES TECHNIQUES

Le contenu des phases techniques est notamment le suivant :

<i>Phase technique</i>	<i>Contenu de la phase technique</i>
Phase 0 – diagnostic	Examen des résultats des études de diagnostic pour les opérations de réutilisation ou de réhabilitation Formulation des avis correspondants
Phase 1 - Conception	Examen des documents de conception relatifs aux études d'esquisse, d'avant-projet, dont la notice de sécurité, la notice d'accessibilité, la déclaration de travaux, le permis de construire, les rapports d'études de sols, etc... Formulation des avis correspondants
	Examen des documents de conception relatifs aux études de projet Etablissement d'un rapport initial de contrôle technique (RICT) avant concertation, puis post-concertation. La concertation sera établie en coordination entre la MOA et la MOE.
	Examen des documents de conception relatifs aux contrats de travaux Formulation des avis correspondants
	Participation à des réunions de mise au point techniques – 1 réunion minimum au stade de l'AVP et 1 autre minimum au stade du PRO

Phase 2 - Exécution	<p>Examen des documents d'exécution relatifs aux ouvrages et aux éléments d'équipement soumis au contrôle (plans, notices techniques des produits et attestations, etc...)</p> <p>Examen visuel à l'occasion de visites ponctuelles sur chantier des ouvrages et éléments d'équipements soumis au contrôle</p> <p>Participation à des rendez-vous de chantier – 1 visite mensuelle minimum</p> <p>Formulation des avis correspondants</p> <p>Transmission d'un compte-rendu à chaque visite</p>
Phase 3 - Réalisation	<p>Vérifications finales en vue de la réception des travaux</p> <p>Assistance à la commission de sécurité et d'accessibilité</p> <p>Etablissement d'un rapport final de contrôle technique avant la réception des travaux (RFCT)</p> <p>Vérification réglementaire après travaux et remise du rapport correspondant (RVRAT) – lorsqu'il y a une mission SEI pour les travaux non soumis à PC dans les ERP 1er groupe</p> <p>Si mission SEI : présence du CT exigée lors de la visite par la commission de sécurité de l'établissement</p> <p>Vérification à l'issue des travaux d'électricité et remise du rapport correspondant (RVIIIE)</p> <p>Vérification et transmission du rapport CONSUEL</p> <p>Accompagnement de la Maîtrise d'Ouvrage aux réunions de commission de sécurité</p>
Phase 4- examen des travaux pendant la GPA	<p>A la demande de la maîtrise d'ouvrage, examen des travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement</p> <p>Etablissement d'un rapport définitif actant la levée de toutes réserves et avis défavorables</p>

Le cas échéant, la mission de contrôle technique s'applique également aux variantes présentées lors de la consultation du marché de travaux (élément ACT de la mission du maître d'oeuvre).

Le contrôleur technique pourra être missionné ponctuellement hors opérations de travaux. Ces interventions auront pour objectif de disposer de son expertise sur des points particuliers notamment :

- Intervention après sinistres
- Pré-étude pour programmation pluriannuelle
- Etude de faisabilité
- Avis sur diagnostics

Les modalités d'exercice de sa mission feront alors référence à l'une ou plusieurs des 4 phases techniques suscitées. Concernant les délais, ils seront déterminés, étant entendu que des délais spécifiques sont décrits à l'article 7 du présent CCTP, concernant les interventions d'urgences.

Les conditions suivantes seront en outre appliquées :

- la mission du contrôleur technique peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction est appropriée au projet ; dans ce but, il doit notamment signaler au représentant du pouvoir adjudicateur les essais qu'il estimerait nécessaires ;
- les avis donnés au fur et à mesure de l'exécution des travaux sont signés ou contresignés par le responsable du contrôle technique de l'opération, personne physique désignée à cet effet ;
- le représentant du pouvoir adjudicateur prendra les dispositions nécessaires pour informer dès l'origine, les maîtres d'œuvre, entrepreneurs, bureaux d'études et, d'une manière générale, tous les intervenants à la construction, de l'existence du présent marché accord-cadre de contrôle technique,

Les documents seront principalement transmis au contrôleur technique pour avis en format dématérialisé.

Les réunions de mise au point technique pourront être proposées par visioconférence.

Article 6 : AUTORITE – MOYENS

6.1.Libre accès

Le Contrôleur Technique a libre accès :

- au chantier en respectant les principes de sécurité,
- aux installations de chantier mises à disposition par les Entreprises.

6.2.Autorité conférée au bureau de contrôle

Le contrôleur technique intervient à la demande du Maître de l'ouvrage et donne son avis à ce dernier sur les problèmes d'ordre technique dans le cadre du contrat qui le lie à lui. Le contrôleur technique n'est pas un mandataire du Maître de l'Ouvrage. De ce fait, il ne peut donner d'ordre ni au Maître d'œuvre, ni aux entrepreneurs. Il appartient au Maître de l'ouvrage de décider de la suite qu'il entend donner aux avis qu'il a reçus du contrôleur technique et de donner en conséquence ses instructions au Maître d'œuvre.

6.3.Moyens mis à la disposition du Bureau de Contrôle

Dans la mesure du possible, le Maître d'Ouvrage prend toutes dispositions pour faire communiquer au Contrôleur Technique, de manière dématérialisée (au format PDF, DWG, DXF, PLN...) :

- les documents de conception,
- le permis de construire, les déclarations de travaux,
- avant de les approuver, tous les documents d'étude réalisés par le titulaire du marché de travaux
- tous les documents d'exécution des ouvrages,
- les calendriers de l'exécution de l'ensemble des travaux y compris les travaux de levées de réserves,
- les documents contractuels de l'opération au fur et à mesure de leur élaboration.

Le Maître d'Ouvrage prend également toutes mesures pour que le Contrôleur Technique soit informé de toutes les réunions organisées auxquelles il est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle ne lui soit adressée; il est destinataire des comptes rendus de ces réunions.

Il pourra consulter l'ensemble des documents techniques relatifs à l'opération. Si le bureau de contrôle n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler à la maîtrise d'ouvrage.

Le maître d'œuvre fera connaître au contrôleur technique la suite qui a été donnée aux avis et observations que celui-ci lui a adressés

Article 7 : DELAIS

A l'intérieur de chaque phase technique, et pour chaque document ou ensemble de documents envoyés, les titulaires du marché accord-cadre devront formuler leurs avis ou remettre leurs rapports dans les délais définis ci-dessous, à compter de la réception de chaque document d'étude qui leur est transmis ou de chaque demande de la maîtrise d'ouvrage, ou de la date d'examen visuel :

PHASE	Tâches	Délais maximum	Points de départ des délais
Phase 0 – diagnostic	Communication des coordonnées du responsable technique	48 heures	Notification
	Examen des documents et élaboration du rapport	1 semaine	Réception du diagnostic
Phase 1 - Conception	Communication des coordonnées du responsable technique	48 heures	Notification
	Examen des documents en phase AVP	1 semaine	Réception des documents
	Examen des documents en phase PRO	1 semaine	Réception des documents
	Etablissement d'un rapport initial de contrôle technique	1 semaine	Réception des documents d'étude PROJET établis par le maître d'oeuvre
Phase 2 - Exécution	Examen des documents formalisant les résultats des vérifications constructeurs pour les ouvrages et éléments d'équipements soumis au contrôle	1 semaine	Réception des documents
	Formulation des avis après examen sur chantier des ouvrages et éléments d'équipements	48 heures	Visite sur le chantier ou la réunion
Phase 3 - Réalisation	Etablissement d'un rapport en prévision de la réception des travaux	1 semaine	Réception de la demande émise par la maîtrise d'ouvrage
	Etablissement d'un rapport final de contrôle technique	1 semaine	Avant la date de déroulement des opérations préalables à la réception des travaux
	Visite de vérification initiale des installations électriques après travaux	48 H	Date de déroulement des opérations préalables à la réception des travaux
	Remise du rapport de vérification initiale	1 semaine	Après la visite de vérification
Phase 4 – Examen des travaux pendant la GPA	Visite d'examen des travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement	1 semaine	Notification de la demande émise par la maîtrise d'ouvrage
	Remise d'un rapport final	1 semaine	Après la visite d'examen des travaux
Divers	Documents fiscaux et sociaux	Tous les 6 mois	Notification du marché subséquent
	Attestation d'assurance	10 jours	Notification du marché subséquent Echéance annuelle du marché accord-cadre

En cas d'urgence, par définition en cas d'événements inattendus, afin d'éviter les accidents mortels et les blessures et de réduire les dommages causés aux bâtiments et à leurs équipements, les titulaires devront exceptionnellement, intervenir sous les quatre heures ouvrables (heures ouvrables : 8h30-17h30 –du lundi au vendredi). Les interventions d'urgence seront déclenchées par le maître d'œuvre ou la maîtrise d'ouvrage par fax ou par mail, qui précisera la nature, le lieu d'intervention et le délai maximum pour l'élaboration de son rapport.

Article 8 : LIVRABLES

Les avis, rapports et comptes-rendus de visite établis par le contrôleur technique seront diffusés en format dématérialisé et par voie électronique conjointement à l'assistant de la maîtrise d'ouvrage, au maître d'œuvre, aux entrepreneurs ainsi qu'à tout autre intervenant jugé utile.

Le suivi des avis devra élaborer par le contrôleur technique sous la forme d'un tableau listant les différents avis datés.

Dans l'hypothèse où la taille du dossier serait supérieure à 8 Mo, la transmission se fera par le biais d'une plateforme de transfert dématérialisé au choix du prestataire.

Les formats utilisés pour la transmission électronique ou l'envoi sur support électronique doivent être choisis dans un format largement disponible: Office 2003, Word 2003, Excel 2003, PDF, JPG, tous compatibles PC, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur doit pouvoir lire et imprimer les fichiers reçus.